

Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ) croit que la reprise économique immédiate et l'essor financier du Canada dépendent de trois axes stratégiques cruciaux. Consolider les acquis Le Canada fonctionne sur des principes d'innovation, de création, d'entrepreneuriat et d'opportunités. Actuellement, 1 096 599 entreprises, représentant 99,7% des entreprises totales du pays, comptent moins de 500 employés. De ce nombre, 97,9% comptent moins de 100 employés (Statscan, Établissements par type et par région, données de décembre 2011). Ces petites et moyennes entreprises représentent la pierre angulaire de notre système économique. Pourtant, plusieurs d'entre elles sont vouées à disparaître ou à être échangées à des mains étrangères alors que leurs propriétaires vieillissent et approchent leurs retraites. Pour le RJCCQ, il est primordial de sauvegarder ce patrimoine économique. Nous proposons la mise en place de mesures facilitant le transfert d'entreprises. Un tel programme serait le Régime d'accès à l'entrepreneuriat, facilitant l'acquisition ou le démarrage d'une première entreprise. L'entrepreneur pourra ainsi utiliser les fonds contenus dans son REER pour financer l'acquisition d'une première entreprise, et ce, à l'abri de l'impôt. Investir dans la jeunesse Les changements démographiques prévus au Canada au cours des prochaines décennies amènent le RJCCQ à croire qu'il est d'une importance capitale de mettre en place des conditions gagnantes afin d'assurer une équité intergénérationnelle en matière de finances. Nous félicitons d'ailleurs le gouvernement Harper pour son intention d'atteindre l'équilibre budgétaire le plus rapidement possible, et nous encourageons le comité permanent des Finances à se pencher sur une stratégie concrète pour réduire la dette du pays. Au RJCCQ, nous croyons que les jeunes générations de travailleurs ne pourront pleinement contribuer au développement économique du pays que lorsqu'ils n'auront plus le poids important de la dette à assumer. Développer des secteurs clés de l'économie Afin d'assurer la compétitivité canadienne sur la scène internationale, le Canada doit identifier et investir dans certains secteurs clés de l'économie de demain. En créant des conditions gagnantes pour les entreprises de ces domaines, le Canada encouragera l'essor d'entreprises locales développant des expertises reliés à ces secteurs et attirera des entreprises étrangères à s'installer ici.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Même si le Canada démontre une stabilité économique intéressante, il est indéniable que le pays perd du terrain quant à sa capacité à attirer les investissements et à inciter les entreprises étrangères à s'y installer. Pour contrer cette tendance dommageable, il faut prendre une approche active et favoriser les

échanges internationaux. L'organisation de missions commerciales entre des jeunes professionnelles, des propriétaires d'entreprises canadiennes et leurs vis-à-vis étrangers donne d'excellents résultats. Depuis plusieurs années déjà, le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ) organise annuellement des missions commerciales à l'international. Chaque mission permet à une vingtaine d'entrepreneurs de découvrir un nouveau pays, sa culture, sa géographie, son univers commercial et de créer des liens durables. De retour au Canada, les entrepreneurs maintiennent et développent leurs liens commerciaux dans ces pays étrangers. Ces relations favorisent les échanges commerciaux, permet à nos entreprises de prendre de l'expansion en développant des nouveaux marchés et permet de développer de nouveaux produits et de nouvelles offres de service en augmentant l'accès à des matières premières diversifiées. Pour toutes ces raisons, nous croyons qu'il est primordial de capitaliser sur les avantages que procurent les missions commerciales et de profiter de l'expertise qu'ont développée des organisations comme la nôtre. De plus, le RJCCQ croit que la deuxième partie de la réponse repose sur l'idée de diminuer la dépendance de l'économie canadienne sur l'apport des grandes entreprises. Alors que l'apport de multinationales et de grandes entreprises est important, lorsque celles-ci sont achetées ou se retrouvent dans une situation financière plus difficile, les impacts sont importants. Si l'économie canadienne est plutôt composée d'un important réseau de petites et moyennes entreprises, elle va être plus à même de résister aux pressions et aux soubresauts de l'économie internationale. Nous croyons donc qu'il est important de favoriser la création de petites et moyennes entreprises au Canada, ainsi que de maintenir l'activité des PME existantes. L'un des outils à utiliser dans ce cas est une mesure facilitant le transfert d'entreprises en permettant aux acheteurs d'entreprises d'utiliser, sans pénalité, de l'argent provenant de leurs régimes d'épargnes pour la retraite (RÉER).

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Selon nous, le principal défi qui découle des conséquences du vieillissement de la population canadienne est d'assurer l'équité intergénérationnelle. Les générations précédentes ont profité d'avantages gouvernementaux substantiels qui sont intenable maintenant que le nombre de travailleurs diminue. Alors que le RJCCQ est pleinement conscient qu'il sera impossible pour la relève d'affaires de profiter des mêmes bénéfices que les générations précédentes, nous croyons aussi qu'il faut s'assurer de ne pas en faire les frais. Ainsi, nous félicitons le gouvernement actuel pour ses efforts à retourner à l'équilibre budgétaire le plus rapidement possible. Le plan budgétaire du gouvernement du Canada visant à renouer avec un budget balancé pendant l'exercice budgétaire de 2013-2014 est audacieux et nécessitera beaucoup d'efforts. Toutefois, nous croyons qu'il est important pour le gouvernement de poursuivre ses efforts en ce sens. Nous croyons également qu'il faut voir plus loin. Une fois que l'équilibre budgétaire sera rétabli, il sera important de planifier pour l'avenir en élaborant un plan de remboursement de la dette canadienne. Le RJCCQ est d'avis que la dette du pays est un poids lourd à porter et nuit au développement économique du Canada. Le RJCCQ est aussi d'avis que le développement économique du Canada doit passer par la création et le maintien de petites et moyennes entreprises. Nous encourageons le gouvernement Harper à explorer des options facilitant le transfert d'entreprises à la relève d'affaires. Ceci pourrait se faire notamment avec l'instauration du Régime d'accès à l'entrepreneuriat, un programme pour faciliter l'acquisition ou le démarrage d'une première entreprise. Selon ce programme, l'entrepreneur pourra utiliser les fonds contenus dans son REER pour financer l'acquisition d'une première entreprise, et ce, à l'abri de l'impôt.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le RJCCQ identifie deux situations qui devraient être adressées pour améliorer la productivité des entreprises canadiennes. Tout d'abord, nous considérons qu'une attention particulière doit être mise sur le transfert de connaissances et sur la place de la jeunesse au sein d'entreprises et de conseils d'administration. Nous recommandons également une meilleure intégration des immigrants au sein des entreprises. Transférer les connaissances Les générations précédentes ont créé une importante structure d'entreprises de toutes tailles, dans tous les secteurs de l'économie et partout à travers le pays. De façon encore plus importante, ces gens d'affaires ont acquis des connaissances inestimables dans la gestion et le développement d'entreprises. Ce sont des connaissances qui ne doivent pas se perdre. Le RJCCQ encourage la création de réseaux favorisant les échanges entre les entrepreneurs novices et expérimentés. Ceci pourrait conduire à des reprises d'entreprises, alors que de plus en plus de propriétaires cherchent une relève d'affaires. Le RJCCQ croit cependant qu'il faut que les acheteurs d'entreprises aillent les moyens de leurs ambitions. Une mesure simple et à coût nul pour le gouvernement serait le Régime d'accès à l'entrepreneuriat, selon lequel l'entrepreneur pourrait utiliser les fonds contenus dans son REER pour financer l'acquisition d'une première entreprise, et ce, à l'abri de l'impôt. Nous suggérons aussi une mesure favorisant la participation d'un certain pourcentage de jeunes professionnels aux conseils d'administrations des entreprises et des sociétés d'état. Une telle mesure permettrait aux jeunes administrateurs d'apprendre comment gérer une société aux côtés d'administrateurs chevronnés, un grand avantage pour les deux partis. Profiter des connaissances d'ailleurs Le Canada est une destination de choix pour des milliers d'immigrants. Ceux-ci possèdent des connaissances, des expériences et des intérêts qui peuvent être bénéfiques pour le pays. Selon une étude de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJ), les jeunes professionnels issus des communautés culturelles possédant un diplôme universitaire subissent de la discrimination. Il est important de mettre en place des mesures favorisant leur intégration dans le milieu de travail, et ce, dès leur arrivée au pays ou dès la fin de leurs études.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Le RJCCQ considère que des mesures particulières doivent être mises en place pour aider les entrepreneurs et les propriétaires de petites et moyennes entreprises, ainsi que la relève d'affaires. L'économie du Canada est fondée en très grande partie sur un réseau complet et dynamique de petites et moyennes entreprises, œuvrant dans toutes les facettes commerciales, du secteur primaire au secteur des services. Ces entreprises ont de plus en plus de difficulté à maintenir une place compétitive dans l'échiquier mondial, sans compter que le Canada commence à voir son taux de création d'entreprises diminué, comparativement à celui de ses partenaires internationaux (données de l'OCDE, 2009). Le RJCCQ joint sa voix à celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en affirmant que la reprise économique passera par la création d'entreprises. Afin de permettre aux entreprises actuelles de maintenir une place de choix dans le climat actuel et de favoriser la création de nouvelles entreprises, plusieurs mesures s'imposent. Tout d'abord, nous félicitons le gouvernement Harper d'offrir aux jeunes travailleurs de multiples options concernant leurs retraites avec l'introduction de la Loi concernant les régimes de pensions agréés collectifs. Une vision permettant une telle flexibilité est un avantage pour les jeunes travailleurs et cet outil aidera les

entreprises à attirer une relève. En ce qui concerne la création d'entreprises, il est de notre avis que l'accès au crédit doit être facilité, afin de permettre aux entrepreneurs d'avoir accès aux ressources nécessaires pour démarrer leur projet d'affaires. Nous voulons aussi voir des efforts supplémentaires effectués pour réduire le poids administratif des réglementations et de la paperasse sur les petites et moyennes entreprises. Enfin, nous sommes convaincus que le gouvernement fédéral doit favoriser la place de la relève d'affaires, notamment en introduisant des mesures visant à avoir un certain pourcentage de jeunes gens d'affaires qui siègent sur les conseils d'administration des corporations d'état. Une telle mesure permettrait une transition du savoir plus importante, tout en permettant aux jeunes de participer et d'introduire de nouvelles idées dans la gestion de ces sociétés.